



Organisation des Nations Unies

CONFERENCE DE PRESSE DES NATIONS UNIES DU MERCREDI 7 OCTOBRE 2015

Charles Antoine Bambara : *Mesdames, Mesdemoiselles et Messieurs, Membres de la presse, Auditeurs de Radio Okapi, Bonjour et bienvenue à ce rendez-vous hebdomadaire des Nations Unies.*

- **Activités des Composantes de la MONUSCO**
- **Activités de l'Equipe-pays**
- **Situation militaire**

Monsieur Martin Kobler, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC présente aujourd'hui devant le Conseil de sécurité des Nations Unies son rapport sur la situation en RDC.

La présentation de ce rapport se fera devant le Conseil de Sécurité à partir de 15h, heure de Kinshasa. Juste avant, ce sera la présentation du Rapport sur la mise en œuvre de l'Accord Cadre sur la Paix, la Sécurité et la coopération pour la RDC et la Région des Grands Lacs.

Nous vous ferons la synthèse des déclarations faites par Martin Kobler sur les média sociaux de la MONUSCO en temps réel.

Activités des Composantes de la MONUSCO

Projet à impact rapide :

La première pierre des nouvelles cellules de garde à vue pour les policiers et militaires détenus pour faute professionnelle du commissariat urbain du quartier de Sukisa, à Bunia, a été posée en présence du Général Pascal Champion, Chef de la Composante Police de la MONUSCO (UNPOL), de M'Hand Ladjouzi, chef de bureau de la MONUSCO en Ituri et du Général Joseph Alimasi de la Police Nationale Congolaise.

L'objectif de la construction de ces nouvelles cellules de garde à vue est de garantir le droit et la sécurité des personnes gardées à vue en séparant les civils et les fonctionnaires de polices ainsi que les militaires. Outre les cellules de garde à vue à destination respectivement des policiers et militaires femmes et hommes, des douches et des toilettes séparées seront construites pour assurer des bonnes conditions de détention dans le respect des droits de l'Homme.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Le Général Pascal Champion a d'ailleurs souligné que « Ce projet est essentiel pour garantir le respect des droits de l'Homme. Ces cellules permettront de protéger les policiers et les militaires détenus contre d'éventuelles représailles qui pourraient être mise à exécution par les suspects civils détenus ». Avant d'ajouter que « ce projet s'inscrit dans le cadre du renforcement des capacités de la PNC ».

Le coût de la construction de ces nouvelles cellules de garde à vue est évalué à 27 500 dollars américain. Dans le cadre de son programme de Projets à Impact Rapide, la MONUSCO soutient ce projet de construction à hauteur de 25 000 dollars américains, auxquels viennent s'ajouter une contribution locale de 2 500 dollars américains. Le suivi de la mise en œuvre de ce projet sera assuré en collaboration étroite entre le chef de la composante UNPOL en Ituri et la Commandant de la PNC en Ituri.

Police MONUSCO :

Le chef d'Etat-Major de la Police MONUSCO a procédé le samedi 3 octobre 2015 à Goma, au lancement de la première session de renforcement de capacité en formation des formateurs au profit de six (06) UNPOLs (Police MONUSCO) dont deux femmes venus des secteurs de Kalemie et de Goma.

Dans son allocution d'ouverture, le Chef d'Etat-Major a fait ressortir que cette session de renforcement des capacités vise à compléter et à mettre à jour les acquis des uns et des autres en matière de formation, afin que les UNPOLs dans leur tâche de formation de la Police Nationale Congolaise (PNC) puissent être à même de dispenser des cours de bonne qualité.

Cette formation d'une durée de cinq jours s'étendra aux autres secteurs dans les jours à venir, afin de mieux former, sur toute l'étendue du territoire congolais, la PNC que la composante doit rendre au fil du temps autonome et professionnelle.

Les sessions de recyclage visant le renforcement des capacités des agents de la Police Nationale Congolaise en sécurisation du processus électoral se poursuivent, notamment à Saké, Kalemie, Manono, Kisangani, Lubumbashi et Kongolo.

Les modules dispensés par les formateurs de la PNC, de l'UNPOL, de la CENI, de la Croix Rouge et de la section des Droits de l'Homme portent sur le Maintien et Rétablissement de l'Ordre Public, Gestes Techniques Professionnels d'Intervention, les Droits de l'Homme, Les Renseignements Généraux, la Garde Statique, l'Ethique et la Déontologie Policière et Secourisme.

Durant la semaine, les équipes conjointes pour la mise en œuvre de la Stratégie Opérationnelle intégrée de Lutte contre l'Insécurité à Beni/ Oicha, ont poursuivi leurs patrouilles régulières de sécurisation. Au total, quatre-vingt-cinq (85) appels ont été reçus sur les numéros verts pour trente-quatre (34) interventions qui ont donné lieu à vingt (20) interpellations pour diverses infractions de droit commun.

Durant la même semaine, les différentes Unités de Police Constituées (FPU) ont poursuivi leurs missions conformément à la Résolution 2211. Ainsi, trois cent quatre-vingt-quatre (384) patrouilles de sécurisation

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

dont cent quarante-neuf (149) conjointes avec la Police Nationale Congolaise ont été effectuées. Par ailleurs, dix-sept (17) check-points et vingt-deux (22) escortes de hautes personnalités ont été réalisés par ces unités.

Activités de l'Equipe-pays

Système des Nations Unies : Lancement officiel du Rapport National sur les OMD 2015

Hier, mardi 6 octobre, le Premier ministre M. Matata Ponyo, a lancé officiellement le Rapport-bilan des progrès accomplis des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en RDC, de 2000 à 2015. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, coordonnateur résident, coordonnateur humanitaire, Mamadou Diallo, a prononcé un discours au nom du système des Nations Unies, partenaire du gouvernement de la République démocratique du Congo.

Il ressort de ce rapport-bilan que : la scolarisation universelle pour tous au niveau du primaire est quasi atteinte ; la parité dans l'enseignement est en augmentation constante ; et des progrès notables dans la réduction de la mortalité des enfants et un enrayement de la mortalité maternelle ont été enregistrés.

Les Objectifs durables de développement (ODD) vont succéder aux OMD en 2016. Les résultats de ce rapport-bilan vont guider la préparation du Programme National Stratégique pour le développement car l'objectif de la RDC est de devenir un pays émergent à l'horizon 2030, avec le soutien des partenaires dont les agences du Système des Nations Unies.

HCR-PAM : Nouvel afflux de réfugiés provoque par la crise centrafricaine : les agences onusiennes peinent à répondre aux besoins humanitaires

L'escalade rapide de la violence en République Centrafricaine (RCA) a provoqué la fuite de plus de 2 000 personnes, pour la plupart des femmes et des enfants, vers la République démocratique du Congo (RDC) en l'espace d'une semaine.

Les nouveaux arrivés en provenance de Bangui, la capitale de la RCA, sont actuellement enregistrés par les autorités de la RDC dans la ville congolaise de Zongo, proche de la frontière. La plupart d'entre eux sera installée dans le camp de réfugiés de Mole.

Les réfugiés expliquent avoir fui pour échapper aux combats entre des rebelles Seleka et des militants anti-Balaka. Certains d'entre eux ont indiqué que leurs maisons ont été brûlées. Le nombre total de réfugiés centrafricains en RDC dépasse maintenant largement 100 000 personnes.

Depuis le début de la crise en mars 2013, plus de 65 000 réfugiés centrafricains ont été installés dans quatre camps - Boyabu, Mole, Inke et Bili - dans les provinces congolaises du Nord et du Sud Ubangi, pendant que d'autres vivent avec des familles d'accueil. La survie des réfugiés dépend largement de l'assistance humanitaire qui y est fournie.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Cependant, deux agences des Nations Unies expriment leurs inquiétudes concernant le manque de fonds pour maintenir cette assistance en faveur des réfugiés.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) manque de fonds pour l'installation d'abris pour ces réfugiés, ainsi que pour leurs besoins de santé et d'éducation. En 2015, le HCR n'a reçu que 6 % des 57 millions de dollars américains nécessaires pour ces opérations qui incluent la relocalisation des nouveaux arrivants vers des camps, la construction d'abris et la distribution d'articles non-alimentaires. La condition des abris s'est détériorée à la mi-septembre suite au passage d'une tornade qui a détruit presque la moitié des abris dans le camp de Mole.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) se voit confronté à un manque d'un million de dollars américains pour son opération d'aide alimentaire d'urgence pour assister les réfugiés centrafricains en RDC. L'agence est très reconnaissante envers le gouvernement allemand pour une contribution de 1,5 millions d'euros annoncée en septembre afin de couvrir les besoins urgents d'assistance alimentaire. Cependant, sans la confirmation de nouvelles contributions, les activités vitales du PAM pour les réfugiés seront fortement compromises dès la fin-novembre. Ceci pourrait avoir un effet déstabilisant dans la zone frontalière fragilisée où vivent les réfugiés.

La situation d'extrême instabilité au pays, et en particulier les violences à Bangui, pourrait aboutir à une nouvelle augmentation du nombre de réfugiés fuyant la Centrafrique pour la RDC lors des prochains jours.

PNUD : Signature d'un projet conjoint pour la réintégration des ex-enfants soldats et enfants vulnérables financé par le Japon

Ce mercredi 7 octobre 2015, le Japon a signé un accord de don avec le PNUD pour un projet conjoint de 4 millions de dollars américains. Ce projet vise à la réintégration communautaire et socio-économique d'ex-enfants soldats et d'enfants vulnérables, y compris ceux victimes de violences sexuelles, dans le territoire de Rutshuru, province du Nord-Kivu, à l'est de la RDC.

Les partenaires nationaux de ce programme sont le Bureau de la Représentante Spéciale du Chef de l'État pour la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants soldats ainsi que l'Institut National de Préparation Professionnel (INPP) ; outre le PNUD, les agences des Nations Unies sont ONU FEMMES, le PAM et l'UNICEF.

Ce projet aura des répercussions positives dans toute la zone car 1 000 enfants en seront les bénéficiaires, dont 500 ex-enfants soldats et 500 autres provenant de milieux défavorisés de la communauté ; près de 13 000 enfants scolarisés de Bwisha auront droit à de la nourriture dans leurs écoles respectives ; 1 000 ménages, parmi les plus vulnérables de la communauté, auront accès à un emploi temporaire et à des activités génératrices de revenus avec un potentiel d'intégration dans les chaînes de valeurs prometteuses dans la zone de Rutshuru ; et enfin toute la communauté, soit plus de 200 000 bénéficiaires directs et indirects, sera sensibilisée et mobilisée pour la résolution pacifique des conflits et la lutte contre la violence basée sur le genre dans le secteur de Bwisha.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

PNUD : Atelier de monitoring judiciaire à Goma

Le PNUD organise les 7 et 8 octobre 2015 à Goma un atelier de monitoring pour les autorités judiciaires de l'Ituri et des Nord et Sud Kivu. Pendant deux jours, 50 représentants et représentantes issus du Conseil Supérieur de la Magistrature, du Ministère de la Justice, des différentes cours et tribunaux civils et militaires, des institutions policières et des universités congolaises discuteront du traitement des dossiers de violences sexuelles basées sur le genre (VSBG) par les institutions judiciaires.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du programme conjoint holistique "Tupinge Ubakaji" (« Luttons contre le viol ») de lutte contre l'impunité, d'appui aux victimes de VSBG et d'autonomisation des femmes à l'est de la RDC, mis en œuvre depuis 2013 et financé par le Canada.

Depuis 2010, le PNUD a investi 519 000 USD pour mettre en œuvre un monitoring judiciaire des cas de violences sexuelles et basées sur le genre, lequel permet une observation impartiale et détaillée de la réponse judiciaire apportée à ces affaires. Après avoir conduit lui-même ces opérations d'évaluation, en faisant appel à des moniteurs juristes, le PNUD transfère progressivement ce monitoring à trois universités congolaises : l'Université Libre des Pays des Grands Lacs (ULPGL), l'Université Catholique de Bukavu (UCB) et l'Université de Bunia (UNIBU).

Situation militaire

(Par le Lieutenant-colonel AMOUZOUN CODJO MARTIN, Porte-parole militaire)

La ville de Kinshasa et les autres provinces situées **dans l'Ouest de la République Démocratique du Congo**, sont demeurées paisibles durant la semaine écoulée.

En Province Orientale, des groupuscules formés par des éléments résiduels de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), continuent de perpétrer des exactions contre les populations civiles vivant dans les districts de Haut et de Bas-Uélé.

Des incidents liés principalement au pillage des denrées alimentaires par les rebelles de la LRA, ont été rapportés durant la semaine écoulée.

Le 25 septembre 2015, dans le territoire de Bondo, des éléments de la LRA ont fait incursion dans le village Mabia, situé dans la localité de Gbiavo, à 160 kilomètres au Nord de Bondo-centre, et pillé plusieurs maisons.

Le même jour, des éléments de la LRA ont attaqué le village Mungba, situé à 18 kilomètres à l'Est de la localité de Gbiavo, kidnappé trois (03) individus et blessé le chef de la localité qui résistait à l'enlèvement des membres de sa circonscription.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Des unités de la Force onusienne et congolaise déployées dans cette province dans le cadre des opérations conjointes dénommées « **Chuma Ngumi** » (**Poing d'acier**) et « **Bienvenue à la Paix** », poursuivent sans relâche la traque de ces rebelles de la LRA, dans le but de mettre un terme à leur activisme et de restaurer l'autorité de l'Etat dans cette partie du pays.

En Ituri, l'armée congolaise, soutenue par la Force de la MONUSCO, maintient la pression militaire sur les éléments résiduels du Front de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et ceux du groupe Mayi-Mayi, dans le but de les neutraliser dans les localités situées au Sud du territoire d'Irumu et de Mambasa, où de nouvelles exactions contre les populations civiles ont été rapportées.

Le 29 septembre 2015, des éléments du FRPI ont fait incursion dans la localité de Fungusa, située à 5 kilomètres à l'Est d'Aveba, tiré et blessé aux jambes une (01) femme accusée de collaborer avec les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Alertées, les Forces onusienne et congolaise ont conjointement projeté des patrouilles d'intervention rapide dans la région concernée, dans le but de contrer l'action des assaillants, dominer le terrain, rassurer et protéger les populations civiles.

Le 30 septembre 2015, une (01) femme, mère de quatre enfants, en déplacement d'Aveba vers Kakado, a été violée, avant d'être atrocement tuée par des éléments du FRPI au village Opay, situé près de Kakado, à 6 kilomètres au Sud d'Aveba.

Dans le territoire de Mambasa, le 26 septembre 2015, des miliciens du groupe Mayi-Mayi Simba ont fait incursion dans la localité de Makangaro, située à 75 kilomètres au Sud de Mambasa-centre, tué un (01) individu, blessé deux (02) autres à la machette et violé deux (02) femmes.

Les Forces de Défense et de Sécurité congolaises, ainsi que les troupes de la Force onusienne déployées dans ce secteur, sont déterminées à neutraliser les différentes factions du groupe Mayi-Mayi actives dans cette partie d'Ituri.

Au Nord-Kivu, la situation sécuritaire demeure globalement tendue et instable, du fait des exactions perpétrées contre les populations civiles, principalement par des éléments de l'Alliance des Forces Démocratiques (ADF) dans le territoire de Beni, et ceux des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR), dans les autres territoires de cette province.

Dans le territoire de Beni, des kidnappings et des meurtres des populations civiles par des éléments de l'ADF, ont été rapportés durant la semaine écoulée.

Le 29 septembre 2015, les éléments de l'ADF ont tué à la machette trois (03) agriculteurs dans la localité de Matiba.

Le 2 octobre 2015, trois (03) civils ont été enlevés par des éléments de l'ADF dans la région de Kanana-Matiba (9 kilomètres au Sud-est d'Oicha), située sur l'axe Mbau-Kamango.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org : tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Deux (02) autres civils en déplacement sur des motocyclettes, ont été tués pendant la période sous examen, par des éléments de l'ADF sur la route de Linzo.

Les Casques bleus de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO ont intensifié leurs patrouilles de domination de terrain sur cet axe, suite à la récurrence d'attaques menées par des éléments de l'ADF.

Le 4 octobre 2015, des éléments de l'ADF ont tiré, sans faire des victimes ou causer des dommages, sur le convoi d'une patrouille mobile de la Brigade d'Intervention de la Force de la MONUSCO, sur l'axe Oicha-Mamundioma.

Après une heure de domination de terrain passée sur les lieux de l'incident, la patrouille a poursuivi son déplacement vers Mamundioma en toute sécurité.

L'environnement sécuritaire dans cette province a également été caractérisé par l'activisme des éléments réfractaires des FDLR, rapporté dans plusieurs régions de cette partie du pays.

Du 30 septembre au 5 octobre 2015, sept (07) civils ont été tués et plusieurs maisons incendiées, suite aux accrochages entre des éléments des FDLR et ceux du groupe Mayi-Mayi Nduma Défense du Congo (NDC)-Cheka dans la localité de Bunyantenge, située à 120 kilomètres au Sud-ouest de Lubero-centre.

Un convoi des FARDC en déplacement sur l'axe Katsiru-Bukombo, est tombé dans une embuscade tendue par des présumés éléments des FDLR dans la localité de Mashango, située à 30 kilomètres au Sud-est de Katsiru, au cours de laquelle deux (02) victimes ont été déplorées dans les rangs des forces loyalistes.

Par ailleurs, le 5 octobre 2015, la MONUSCO est intervenue avec l'appui d'hélicoptères de combat et des éléments des Forces Spéciales dans les villages de Minova et de Munsanga, situé à 10 kilomètres au Nord de Pinga, territoire de Walikale ; où l'action des groupes armés a provoqué des mouvements de populations civiles et la destruction massive de maisons.

Le bilan fait état des pertes dans les rangs des groupes armés. Les investigations sont en cours.

Au chapitre des redditions dans la province, du 30 septembre 2015 à ce jour, six (06) éléments en provenance des groupes armés, se sont rendus aux troupes de la Force onusienne déployées dans la province.

Il s'agit de : **Deux (02) de l'Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS), deux (02) des Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et deux (02) de divers groupes Mayi-Mayi.**

Au Sud-Kivu, en dépit de l'activisme des groupes armés rapporté dans certaines régions de cette province, le climat sécuritaire demeure globalement sous le contrôle des Forces onusienne et congolaise.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org ; tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org ; tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org ; tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org ; tél +243 997 06 88 04



Organisation des Nations Unies

Au Katanga, la situation sécuritaire a été jugée globalement stable, malgré les activités négatives menées par des miliciens pygmées aux ordres du chef rebelle Nyumba-Isha, rapportées dans la localité de Katonge, située à 178 kilomètres au Nord-est de Manono-centre.

Enfin, la Force de la MONUSCO a mené **1071** patrouilles armées, dont **322** nocturnes, et fourni **75** escortes pendant la période sous examen.

Contacts :

MONUSCO : Charles Bambara, Directeur de l'Information publique : bambara@un.org : tél. +243 81 890 5202 ; mobile : +243 997 06 88 76

Félix Prosper Basse, Porte-parole : bassef@un.org : tél. +243 81 890 60 24 ; mobile : +243 997 06 8873

Lieutenant-colonel Amouzoun Codjo Martin, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org : tél. +243 81 890 31 78 ; mobile +243 81 533 85 63

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 7706

Equipe-Pays des Nations Unies : Florence Marchal, Coordonnatrice du Groupe de Communication des Nations Unies : marchalf@un.org - tél +243 997 06 88 04